

*Attribution de temps*

**M. Korchinski:** C'est peu, malheureusement, monsieur le Président, parce que j'ai tellement de notes ici que je pourrais continuer pendant des heures à expliquer ce qui ne va pas.

**M. Malone:** Continuez, c'est un bon discours.

**M. Deans:** Bravo!

**M. Korchinski:** Ce pays a besoin d'être géré comme une entreprise. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, ils avaient prévu que le déficit en 1979-1980 passerait de 12 milliards à 11 milliards de dollars.

**Une voix:** Vraiment?

**M. Korchinski:** Oui. Nous n'avons eu que quelques mois, mais, selon nos prévisions, le déficit devait diminuer.

Si vous regardez le graphique, vous verrez qu'au fur et à mesure que les prévisions de déficit augmentent, les taux d'intérêt augmentent. Comparez le déficit de 700 millions de dollars de M. Turner, qui n'a cessé d'augmenter, et les taux d'intérêt, qui sont montés jusqu'à 21 p. 100. Lorsque M. Turner était ici, le déficit était de 700 millions de dollars et le taux d'intérêt de 6 p. 100.

Maintenant regardons les faillites. Il y en a eu 30,000. Ce chiffre est en corrélation avec les dépenses du gouvernement. Le vérificateur général nous a déjà dit que le gouvernement ne contrôlait plus de façon efficace l'utilisation des deniers publics.

La cause des problèmes que nous connaissons aujourd'hui n'est pas imputable à un seul ministre. C'est l'attitude des libéraux, au cours des années, qui a mis le pays à terre. Le Canada est au vingt-quatrième rang dans d'une liste de 24 pays industrialisés. Comment le gouvernement peut-il nous dire, aujourd'hui, que la dépression que nous connaissons est la faute du reste du monde? Pourtant, les libéraux n'ont pas cessé de le répéter. Des gouvernements libéraux auront beau se suivre, ils auront beau être chassés du pouvoir, ils feront toujours de même. Il nous faut un changement de gouvernement, un changement d'attitude, un nouveau départ dans l'intérêt non seulement des jeunes Canadiens, mais de tous les Canadiens.

• (1620)

**Le président suppléant (M. Blaker):** Je me demande si le député n'intervient pas au titre de la période de questions et de réponses de dix minutes qui est prévue dans certains cas, mais pas maintenant. Si le député veut invoquer le Règlement pour demander à la Chambre l'autorisation de poser une seule et brève question, il appartiendra à la Chambre d'en décider. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Maltais:** Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention ce que l'honorable député vient de signaler et lorsqu'il dit que c'est le parti libéral qui a entraîné l'ensemble des déficits, j'aimerais lui rappeler qu'à la compagnie Iron Ore, dans ma propre circonscription, à Schefferville, on avait un conservateur qui administrait la compagnie qui a dû fermer la ville, et je ne crois pas que ce soit la faute du président de la compagnie si la ville a fermé ses portes, c'est à cause de la conjoncture économique. J'aimerais beaucoup que le député

me donne la solution selon laquelle il serait possible de remettre sur pied les mines de fer dans le nord du Québec et de rappeler tous les chômeurs qui ont été mis à pied à cause de la fermeture de la ville de Schefferville.

[Traduction]

**M. Korchinski:** Monsieur le Président, j'ai déjà dit que c'était la faute du gouvernement libéral et non celle de la direction de la société Iron Ore ou des autres sociétés. Les gens de chez nous ont l'habitude depuis longtemps de gérer des entreprises, et s'il y a des faillites ce n'est pas faute d'expérience. Le député a donné un exemple. Moi, j'ai parlé de 30,000 faillites. On ne saurait prétendre que chacun des 30,000 responsables de ces entreprises en faute, soit puisqu'on comptait seulement quelques milliers de faillites il y a quelques années. Le député a tort d'isoler un seul cas parmi tous les autres.

Je dis qu'il faut changer d'attitude au Canada car c'est bien le premier ministre qui a parcouru le pays en disant aux jeunes qu'ils n'étaient pas forcés de travailler. Il leur a dit: «Vous pouvez toujours vous asseoir et contempler les étoiles ou admirer les fleurs.» C'est le député de Lincoln (M. Mackasey) qui, en 1972, a demandé d'augmenter l'assurance-chômage en disant: «Vous n'êtes pas obligés de travailler.» Il en a subi encore les conséquences, car il ne fréquente plus les avenues du pouvoir. Il a su étouffer une révolte imminente quand les gens avaient raison de s'agiter. Au lieu de donner des emplois et d'adopter des politiques bénéfiques, le gouvernement n'a trouvé à donner que des secours. Et à cause de ces secours, on demande aujourd'hui \$12 par semaine aux patrons et \$8 par semaine aux travailleurs. Et cela parce que le gouvernement est à court de trois milliards. En d'autres termes, le gouvernement n'avait pas les moyens de faire cela. Qui cherche-t-il à tromper? Il ne peut pas tromper ces gens parce que ce sont eux qui devront en faire les frais.

[Français]

**M. Maltais:** Monsieur le Président, j'aimerais donc que le député explique comment il se fait que le parti progressiste conservateur au cours de l'hiver était en désaccord sur l'idée du contrat de la Bombardier avec New York, alors qu'ils ont été les premiers à dénoncer l'entente que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley) avait signée, et qui créait de l'emploi pour les jeunes au Québec au niveau de la nouvelle technologie. Le parti progressiste conservateur est en désaccord, et de ce côté-ci de la Chambre, des efforts tangibles ont été faits en vue de créer de l'emploi, et pourtant le parti de l'opposition s'est opposé à la forme du financement qui permettait la création d'emploi. J'aimerais donc savoir ce que ferait le parti de l'opposition en vue de créer de l'emploi, alors que de ce côté-ci, avec de l'imagination, nous avons réussi à obtenir le plus gros contrat avec l'entreprise privée.

[Traduction]

**M. Korchinski:** Monsieur le Président, le député doit certes comprendre que, en déversant de l'argent dans une entreprise de New York, nous contribuons à créer des emplois à New York et non au Canada. Je veux bien que nous dépensions de l'argent au Canada mais, lorsque nous vivions des années prospères, le gouvernement dépensait avec prodigalité. Maintenant que le temps semble venu de dépenser de l'argent, le gouvernement se rend compte qu'il l'a déjà dilapidé en période de vaches grasses, lorsque le besoin ne s'en faisait pas sentir et